Revue



Sommet de Trieste : vers la création d'un marché commun des Balkans occidentaux?

Description

Le 12 juillet 2017 s'est tenu le sommet de Trieste, réunissant les représentants de sept pays de l'UE (dont la France et l'Allemagne) ainsi que les chefs d'État des Balkans occidentaux (Macédoine, Serbie, Kosovo, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro), pays toujours aussi désireux d'intégrer l'Union.

Ce sommet s'est inscrit dans la continuité de celui de Berlin, organisé en 2014 et qui visait à rapprocher ces États de l'Union européenne. Outre le fait que le sommet de Trieste a permis la signature de projets dans les domaines des transports et de l'énergie (pour un montant de 200 millions d'euros) et celle d'un traité créant une communauté des transports entre l'UE et les Balkans[1], il avait également pour objectif d'encourager la création d'un marché commun des États de la région. Finalement, ces derniers sont tombés d'accord pour la création d'une « zone de coopération économique régionale ».

Des réticences à la création d'un marché commun dans la région

Cette idée de création d'un marché commun a été émise fin mai 2017 par le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel[2]. Johannes Hahn, Commissaire européen à l'Élargissement, a alors déclaré qu'un tel ensemble permettrait la création de plus de 80 000 emplois[3].



Pourtant, les États de la région, qui échangent surtout avec l'Europe de l'Ouest, ont émis des réserves quant à ce projet. La majorité des problèmes régionaux n'ont toujours pas été résolus: le Kosovo n'est reconnu ni par la Serbie, ni par cinq États membres de l'Union européenne (Espagne, Roumanie, Grèce, Slovaquie et Chypre). Pristina est par ailleurs inquiet à l'idée d'évoluer dans une zone économique dominée par la Serbie et au sein de laquelle les entrepreneurs kosovars se verraient confrontés à des entraves à la circulation (puisqu'ils ne bénéficient pas d'un régime de libéralisation des visas) [4]. Par ailleurs, la mise en place de cette zone entraînerait la suppression des droits de douanes du Kosovo, provoquant un manque à gagner notable[5]. La Bosnie-Herzégovine, quant à elle, est toujours divisée en deux parties distinctes, rendant le pays difficilement gouvernable. La Macédoine est en proie à des tensions internes entre Macédoniens et Albanais et reste perçue par la Grèce comme une menace. De son côté, la Bulgarie refuse de reconnaître l'existence d'une nation macédonienne, estimant qu'il s'agit de Bulgares[6].

Ainsi, si les représentants de ces six États se sont bien engagés à harmoniser leurs règles d'investissement, à abandonner les barrières douanières non tarifaires et à appliquer globalement l'accord de libre-échange centre-européen (ALECE), des tensions n'ont pas tardé à apparaître. En effet, la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine a mis en cause la légitimité de sa représentation par le ministre fédéral pour la signature du traité sur les transports avec l'Union européenne. La contestation a été rejetée par la Fédération de Bosnie-Herzégovine, qui ne s'en trouve pas moins désormais dans la position de l'unique pays à ne pas avoir signé le traité[7].

La crainte d'une tactique d'éloignement de l'UE

La volonté d'intégrer l'Union européenne reste intacte dans ces pays mais ils s'impatientent et craignent que les propositions formulées par les Européens de l'Ouest ne soient qu'un leurre visant à retarder le processus d'adhésion.



Certains États ont à plusieurs reprises menacé de trouver des alternatives. La région est en effet actuellement convoitée par la Chine, la Russie ou encore la Turquie. En Serbie, au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine, la Chine a réalisé des investissements importants dans le domaine des infrastructures et a racheté des industries en faillite. Pékin envisage de plus en plus la région des Balkans occidentaux comme une portion de la Route de la soie. Pour la Russie, la région est une voie de transit pour accéder au marché européen de l'énergie et un moyen de déstabiliser l'Union européenne. Quant à la Turquie, elle exerce une influence culturelle à laquelle la Bosnie-Herzégovine est particulièrement sensible.

Cependant, les pays des Balkans occidentaux sont parfaitement conscients que l'UE a bien plus à leur offrir. De son côté, Bruxelles sait les inconvénients qu'il y aurait à laisser les Balkans passer sous l'influence d'autres puissances et que la sécurité de l'Europe est corrélée à une région des Balkans stabilisée.

L'approfondissement logique du processus de Berlin

L'éventuelle création d'un espace économique commun s'inscrit dans la continuité du processus de Berlin et n'est donc que l'approfondissement du processus de coopération régionale entamé en 2014.

En effet, à la suite du sommet sur les Balkans occidentaux organisé en Allemagne en 2014, les Premiers ministres albanais, bosnien, kosovar, monténégrin et serbe ont signé, le 27 août 2015 à Vienne, une déclaration commune dans laquelle ils se sont engagés à mettre en place un Office de coopération de la jeunesse des Balkans occidentaux[8]. Basée sur le modèle de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) et assistée par les institutions européennes, cette structure soutient grâce aux financements des États de la région des projets pour la jeunesse facilitant les échanges.

Près de deux ans après, les pays participants envisagent d'approfondir cette coopération régionale en créant un espace économique régional consolidé. Le sommet de Trieste s'inscrit donc dans un processus rationnel et historique.

Un exercice de préparation à l'intégration européenne

En effet, comme ils l'ont fait avec l'Office de coopération pour la jeunesse des Balkans occidentaux, les États de la région ont ici l'opportunité de démontrer à l'Union européenne qu'ils sont tout à fait aptes à coopérer. La mise en place de cette zone économique apparaît dès lors comme un excellent exercice de préparation à l'intégration européenne, pour peu qu'il soit efficacement accompagné par les institutions européennes. Ainsi perçue, l'éventuelle création d'un marché commun peut donc ne pas correspondre à une tentative de marginalisation de la région par l'UE mais plutôt à une préparation plus efficace.

Une étude de faisabilité du projet de paix selon la philosophie européenne

Comme pour la création de l'Office de coopération de la jeunesse des Balkans occidentaux sur le modèle de l'OFAJ, cette zone économique serait mise en place en reproduisant le modèle des pays d'Europe de l'Ouest.

Cette idée repose sur la philosophie qui a présidé à la création de l'Union européenne, à savoir la paix entre États par la création d'interdépendances économiques et par le développement des échanges économiques. Certes, cette méthode peut se heurter à des difficultés. Les institutions européennes ont parfois bien du mal à maîtriser les conflits internes entre États et à faire preuve d'autorité. Ainsi, l'UE a jusqu'à aujourd'hui échoué à trouver une solution au problème chypriote et, malgré la conditionnalité posée de réunification de l'île, le rejet par référendum en 2004 de ce projet par les Chypriotes grecs a en quelque sorte forcé l'UE à renoncer à ses propres mises en demeure. Aujourd'hui, l'émergence d'un ensemble de pays, identifié comme Groupe de Višegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie), qui conteste publiquement le mode de gestion communautaire de la crise migratoire est un autre exemple de ces limites du modèle communautaire.

Finalement, à travers ce projet de création d'une zone économique commune, les Balkans occidentaux ont non seulement l'opportunité de démontrer aux institutions européennes qu'ils ont mûri, mais peut-être aussi celle de redonner confiance à l'UE, en lui prouvant que sa philosophie fonctionne. Loin d'éloigner les Balkans occidentaux de l'UE, la mise en place d'un marché commun pourrait bien confirmer à toutes les parties, une fois de plus et peut-être même à



leur corps défendant, qu'elles sont indéfectiblement liées les unes aux autres.

Notes:

- [1] « Un sommet à Trieste pour rapprocher les Balkans de l'UE », Libération, 12 juillet 2017.
- [2] Dominique Baillard, « Sommet de Trieste: le 'marché commun des Balkans' suscite des interrogations », RFI, 12 juillet 2017.
- [3] Georgi Gotev, « L'UE encourage un marché commun dans les Balkans », Euractiv, 17 mars 2017.
- [4] Valerie Hopkins, « Trieste test for Western Balkan Unity », Politico, 11 juillet 2017.
- [5] « L'UE pousse les Balkans vers l'intégration économique », Challenges, 12 juillet 2017.
- [6] « Un sommet à Trieste pour rapprocher les Balkans de l'Union européenne », intervention de André Liebich, *Avis d'expert* (podcast), 12 juillet 2017.
- [7] Igor Spaic, « Bosnia slammed for failure to sign transport treaty », Balkan Insight, 25 juillet 2017.
- [8] Jasha Menzel, « Un Office pour la coopération de la jeunesse des Balkans occidentaux », Regard sur l'Est, 25 décembre 2016.

Vignette : Infographie du marché commun des Balkans occidentaux (SEAE)

* Jasha MENZEL est spécialiste des Balkans occidentaux.



date créée 20/08/2017 Champs de Mé

Champs de Méta

Auteur-article: Jasha MENZEL*